



LE PLANNING DE VILLEURBANNE VICTIME D'UN COMMANDO

Les Centres d'interruption volontaire de grossesse ne leur suffisent plus, voilà que les troupes anti-choix ont aussi décidé de pénétrer à l'intérieur des centres de planification familiale !

Dans la nuit du 11 au 12 mai 1998, huit individus gantés et armés de bars de fers ont laissé exploser leur haine des droits des femmes et de l'avortement en massacrant les locaux du Planning de Villeurbanne. Stérilisateurs, lavabos, tables gynécologiques, convertisseurs électriques, ordinateurs, téléphones, fax et photocopieuses, tout a été réduit en miettes. Sans oublier les livres du centre de documentation, laminés ! On imagine aisément qu'un tel carnage ne s'est pas fait dans la plus grande discrétion. Alerté par le voisinage, la police est effectivement intervenue sur le coup de trois heures du matin, provoquant la fuite les malfaiteurs sans parvenir à les appréhender. Et comme s'il ne suffisait pas que l'ensemble du gang se soit volatilisé, l'enquête piètine lamentablement. Que l'extrême droite se rassure, elle devrait pédaler encore longtemps. Aux dernières nouvelles, la police pencherait toujours pour un règlement de comptes du style une patiente n'a pas aimé la qualité de l'accueil et elle a voulu se venger!

UN CLIMAT INQUIÉTANT

Devant une telle haine, les lots de préservatifs et contraceptifs symboliquement deversés dans une poubelle et l'absence totale du moindre pillage, les quinze salariés du Planning n'ont, eux, pas eu grand mal à y voir un attentat "d'ordre idéologique". "Un passage à l'acte sur le terrain pour faire avancer les droits des femmes et leur signifier toute la haine et le mépris que leur porte l'extrême droite; une action fasciste chargée de symboles qui dit sa détermination d'anéantir les droits des femmes : leur droit à disposer de leur corps, leur droit de choisir sa sexualité, leur droit au travail, à la santé et à l'autonomie écono-

mique et sociale" précise un communiqué de Sandrine Durand, responsable du Planning. Ce n'est pas la première fois que la région est victime d'intimidations. Dans le contexte politique inquiétant de la région Rhône-Alpes, à travers les alliances qu'une partie de la droite a passé

avec l'extrême droite, les appels à l'intolérance et à la discrimination lancés par cette dernière bénéficient aujourd'hui d'une forme d'appui et d'immunité qui laisse craindre de nouvelles offensives. En quelques mois, le MFPPF est la cinquième association lyonnaise à subir ce type d'agression. Tous ont un point commun : la lutte pour les droits de la personne et contre l'exclusion. Il est vrai que si nous doutons encore que le droit de choisir est un dénominateur commun aux associations qui irritent l'extrême droite, il n'y a qu'à voir celles que les troupes de l'ordre moral ont pris successivement pour cibles. Récemment un membre du groupe Lyonnais Durruti dressait un premier bilan dans le Monde Libertaire : "Le

16 février 1997, la librairie de la Plume noire, librairie de la Fédération anarchiste, était incendiée par l'extrême droite. Le 5 mai de la même année, le local du syndicat étudiant UNEF-ID à l'Institut d'études politiques était à son tour saccagé. Le 14 janvier 1998, une grenade à plâtre est lancée par un militant du FNJ sur les diffuseurs de tracts antifascistes dans les locaux de l'ancienne manufacture à tabac à l'université III. Le 13 février, le local de l'UNEF-ID de la manu est à son tour

détruit. Depuis on peut noter une tentative d'effraction à la librairie libertaire la Gryffe, diverses provocations depuis la réouverture de la Plume noire ou encore des menaces contre des militants de diverses organisations, reçues à leur domiciles. Un second tract du Planning complète le tableau : "Il s'installe dans la région un climat de menace : une enseignante de Lyon III est victime d'intimidations orales, écrites puis physiques pour avoir soutenu l'action menée par un collectif des associations étudiantes contre l'institut d'études indo-européennes, soupçonné d'être un laboratoire de la pensée néonazie: les murs de certains arrondissements se couvrent d'affiches (signées Jeune Nation) menaçant la manifestation de la Lesbian and Gay Pride"... Une boîte lesbienne a même été menacée par télépho-

ne. Enfin d'autres centres comme le Centre culturel oecuménique et le Centre Pierre Valdo ont connu les mêmes déboires. Sale temps pour le droit de choisir !

UNE SOLIDARITÉ PROCHOIX

Loin de se laisser intimider, l'équipe du Planning familial de Villeurbanne n'a pas chômé. Dès le lendemain de l'agression, elle a envoyé des communiqués et commencé un dossier de presse. "Nous refusons de laisser passer cet acte sous la rubrique fait divers". Les réactions ne se sont pas faites attendre. Des lettres de soutien sont arrivées des quatre coins de la France.

Beaucoup venaient d'autres centres de planification bien sûr, *"Tout le mouvement est concerné par cette attaque (...) Nous affirmons que cette tentative d'intimidation ne réussira qu'à renforcer l'engagement féministe et solidaire de notre Mouvement"* commente l'association départementale du MFPP du Rhône. Mais arrivent aussi des messages extérieurs comme la Fédération nationale Solidarité Femmes, des Femmes contre les intégrismes, du FIL, de la LCR et des JCR, de la CGT de Lyon, du Parti communiste du Rhône, de la CADAC, de la CFDT Rhône, du Collectif Et ta Soeur ?!, de l'Observatoire international des prisons, de Ras l'Front Rhône, du Secours Populaire français, Médecins du Monde et de bien d'autres... Sans oublier quelques élu-es comme Mireille Elmalan, députée au Parlement européen ou le maire de Villeurbanne et sénateur du Rhône, Gilbert Chabroux, qui n'a pas mâché ses mots pour condamner publiquement l'attentat : *"Je suis atterré devant tant de lâcheté, de violence aveugle et d'intolérance. Nous découvrons, hélas aujourd'hui, à travers cet acte odieux, les prémices de la banalisation d'une idéologie qui prône l'exclusion et qui est véhiculée par des associations qui se partagent le label provie et se définissent comme les piliers de l'ordre moral. J'en appelle à la vigilance de toutes et de tous."*

Côté mobilisation, le samedi 16 mai, le MFPP appelait à une manifestation conjointement organisée *"contre les commandos fascistes"* et pour la régularisation des sans-papiers. Un mot d'ordre qui rassembla 800 prochoix place Bellecour, dont dix sans papiers en grève de la faim depuis 36 jours contre la "double peine" les menaçant d'expulsion et de prison pour des délits de droit commun. Une autre manifestation soutenue par une dizaine d'organisations a eu lieu le 16 juin place Guichard, suivie le 18 par une soirée de soutien au MFPP. A l'heure actuelle, la plainte contre X déposée par le Planning de Villeurbanne est toujours en cours. Le centre, qui a dû s'endetter dans l'urgence pour remplacer les quelques 200 000 F de dégâts matériels nécessaires à son fonctionnement, a plus que jamais besoin de soutien.

MFPP, 2 rue Lakanal 69100 Villeurbanne.
Tél : 04 78 89 50 61

Caroline Fourest

LE RÉSEAU PROVIE LYONNAIS

• **Un mois après le saccage des locaux du Planning familial de Villeurbanne, Lyon a connu deux manifestations anti-IVG coup sur coup. L'une a eu lieu le 24 juin devant le CIVG de la clinique Edouard Herriot et l'autre, le 26 juin, devant l'hôpital Lyon Sud.**

• **Depuis quelques semaines, la ville avait vu fleurir des tracts et des affiches anti-IVG peu communes : "0 % avortement : demandons l'impossible" ou encore "Planning familial = carton jaune", "Planning familial = hors jeu" ... Toute une propagande délibérément jeune, déclinée sur l'actualité de la coupe du monde de football, et revendiquée par le mouvement dit des "survivants". Récemment apparu sur la scène médiatique, ce groupe initié à l'occasion des JMJ sous la houlette charismatique de Noëlia**

Garcia abrite en fait les rejetons de la Trêve de Dieu. Son nom est à l'image de l'idéologie de sa maison mère, un joli monument de tentative de banalisation du génocide juif où les survivants ne désigneraient plus seulement les rescapés de crimes contre l'humanité mais aussi, comme de bien entendu, les rescapés de l'avortement (Pour en savoir plus, reportez vous au numéro 3 de *Prochoix* consacré aux "survivants").

Laissez-les-vivre, l'AOCPA et les Rosaïres pour la vie ont des filiales à Lyon.

A signaler également, le très institutionnel mais néanmoins provie CLER : 94 rue Tête d'Or 69006. L'association charismatique Mère de miséricorde, 19 rue Pierre de Coubertin 69007 Lyon (04 78 72 31 31).